

HOMMES EN ARMES ET FEMMES « DE SERVICE » : TENDANCES NÉOLIBÉRALES DANS L'ÉVOLUTION DE LA DIVISION SEXUELLE ET INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Jules Falquet

L'Harmattan | *Cahiers du Genre*

2006/1 - n° 40
pages 15 à 37

ISSN 1298-6046

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2006-1-page-15.htm>

Pour citer cet article :

Falquet Jules, « Hommes en armes et femmes « de service » : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail »,
Cahiers du Genre, 2006/1 n° 40, p. 15-37. DOI : 10.3917/cdge.040.0015

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Hommes en armes et femmes « de service » : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail

Jules Falquet

Résumé

Ce travail tente d'analyser l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail dans le cadre néolibéral, en croisant les dimensions patriarcales, capitalistes et racistes, et en observant plus particulièrement le marché du travail informel, considéré comme caractéristique de la mondialisation. S'y détachent deux figures, la deuxième étant en grande partie créée par la première : l'homme en armes et la femme « de service » (« travailleuse domestique » ou « travailleuse sexuelle »). Pour de vastes pans des secteurs non privilégiés de la population, il s'agit désormais du principal horizon dans le domaine de « l'emploi ». Précaires, souvent mal rémunérés et peu reluisants pour qui les exerce, ces « emplois » tristement emblématiques sont pourtant au cœur de la réorganisation néolibérale du travail¹.

MONDIALISATION — NÉOLIBÉRALISME — DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
— SERVICES — ARMES (HOMMES EN) — TRAVAIL INFORMEL — PROSTITUTION

¹ Cet article est issu de la communication présentée lors du Colloque « Feminism contesting globalisation », réalisé à l'Université de Dublin du 8 au 10 juillet 2004 pour la 17^e Conférence annuelle de la Women's Studies Association (Royaume-Uni et Irlande).

Ce travail tente d'analyser l'évolution de la division *sexuelle* et *internationale* du travail dans le cadre néolibéral, en croisant les dimensions patriarcales, capitalistes et racistes ² de l'exploitation et de l'oppression. Il est très hasardeux de présenter un panorama général de la mondialisation, étant donné l'immense diversité des cultures et des situations locales et les innombrables contradictions à l'œuvre dans toute transformation. Travaillant ici à partir de sources secondaires, je ne suis pas spécialiste des questions militaires ni de la prostitution, si magistralement analysées depuis quinze ans par Cynthia Enloe et Paola Tabet ³. Pour toutes ces raisons, auxquelles s'ajoutent le manque de place et le caractère de *work in progress* de ce travail, les hypothèses ici présentées sont nécessairement simplificatrices. Elles visent surtout à inciter à la discussion, à la recherche et à l'action collectives.

Mes hypothèses s'articulent autour de quatre points :

- L'avancée du système néolibéral produit une informalisation croissante du travail. Une série de marchés du travail transnationaux se mettent en place, en partie « souterrains », voire clandestins, notamment du fait de l'illégalisation croissante des migrations, qui s'accompagne du développement de réseaux transnationaux informels ou mafieux. Les nouveaux « emplois » présents sur ces marchés sont souvent « éventuels », transitoires et à temps partiel. Il s'agit cependant des principales ou seules « opportunités » pour beaucoup de femmes et d'hommes des pays du « Sud », de l'ancien « Est » et des catégories non privilégiées des pays du « Nord » ⁴ (populations immigrées ou anciennement ouvrières). Ces marchés du travail informalisés constituent un point d'observation privilégié des « nouvelles tendances » induites par la mondialisation néolibérale.

² Faute de place pour développer, nous condenserons ici sous le terme de « racisme » des effets à la fois du colonialisme passé et présent, du nationalisme et de la « couleur ».

³ Voir, par exemple, Enloe (2000), Tabet (2004) et Pheterson (2001).

⁴ Comme l'a souligné notamment Chandra Mohanty (2003), ces notions de Sud, Est ou Nord sont extrêmement imparfaites et dissimulent à la fois la diversité des Suds, la présence de Nord dans le Sud et de Sud dans le Nord, et enfin le fait que certains pays ne sont pas situés *géographiquement* dans la région où cette typologie les place.

- En vertu de la division sexuelle patriarcale du travail, l'évolution des « emplois » disponibles pour les femmes dépend étroitement de celle des « emplois » des hommes. La mondialisation néolibérale renforce la très ancienne « paire » de l'homme en armes et de la femme de service (prostituée et domestique). Ces deux figures, à la fois réelles et symboliques, sont au centre d'un durcissement de l'exploitation/oppression globale des femmes par les hommes, qu'on peut constater presque partout dans le monde malgré un discours optimiste qui prétend que l'égalité femmes-hommes n'a jamais été si proche.
- Nous sommes en face d'une nouvelle phase d'accumulation accélérée du capital. Or, il ne s'agit pas tant de constater que la misère et le manque d'alternatives poussent les pauvres dans des « emplois » inhumains, mais que ces emplois « misérables » génèrent des profits considérables. Et ce qui rend possible l'extraction de cette plus-value colossale, c'est l'alliance objective entre différents groupes d'hommes en armes, qui permet de faire régner la terreur d'une guerre permanente, larvée ou brûlante selon les endroits, sur la population civile laborieuse — en particulier les femmes et les populations paysannes et autochtones.
- Dans le cadre du « développement » et du « maintien de la paix », les institutions internationales jouent également un rôle de premier plan dans la mise en place de ce double marché du travail où se multiplient les hommes en armes et les femmes de service.

Je tenterai de démontrer ces hypothèses en deux temps. Je caractériserai d'abord la mondialisation néolibérale, principalement sous l'angle du marché du travail, et je présenterai les principales lignes d'analyse féministes de cette mondialisation. Ensuite, j'analyserai le développement concret de la « paire fatale » hommes en armes/femmes de service, comme principales « opportunités » économiques pour les hommes et les femmes non privilégié(e)s de la planète. Pour des raisons de place, je me concentrerai sur les « femmes prostituées », la situation des « femmes domestiques » me semblant plus connue grâce à la récente multiplication des travaux sur l'internationalisation du *care*.

Perspectives théoriques sur l'actuelle mondialisation

Mondialisation néolibérale et informalisation du travail

La mise en place de la mondialisation néolibérale mêle étroitement le politique et l'économique. Son début peut être fixé en 1973, avec le coup d'État contre Allende. La dictature de Pinochet sera la première à appliquer avec zèle les préceptes néolibéraux, faisant du Chili un élève modèle du Fonds monétaire international (FMI). Le véritable envol du néolibéralisme correspond toutefois à l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 puis de Ronald Reagan aux États-Unis en 1980. Après le démantèlement du Mur de Berlin (1989) puis de l'Union soviétique (à partir de 1991), les États-Unis et les ex-puissances colonialistes occidentales voient leurs ambitions hégémoniques et impérialistes croître de manière quasi illimitée. Enfin, à partir de 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prend le contrôle juridique du commerce mondial, avec pour principal objectif d'instaurer le libre-échange le plus total possible.

La mondialisation néolibérale prolonge, tout en les transformant, les trois grands systèmes de domination et d'exploitation consubstantiels (pour reprendre une expression de Danièle Kergoat [1978] concernant la classe et le sexe) : capitaliste, raciste-colonial et patriarcal. Ces trois systèmes prennent des formes très variées et s'articulent différemment selon les lieux et les périodes. Cependant, il nous semble que dans chacun d'eux, les antagonismes de classe⁵ et les différences matérielles sont aujourd'hui aiguisés par une exploitation accrue — ce que nous essaierons précisément de montrer ici à travers l'exemple de la « paire fatale » des hommes en armes et des femmes de service.

Comme à l'époque la plus dure de la révolution industrielle, on assiste à la création brutale d'un réservoir considérable de

⁵ Femmes et hommes constituent, dans la perspective matérialiste, des classes de sexe et non des groupes biologiques (Guillaumin 1992 ; Wittig 2001). Comme pour les autres classes constituées par des rapports de production, plus que des « différences », il existe des *contradictions* au sein même de ces classes, en particulier selon les effets des systèmes racistes et classistes, et aussi selon les aspirations politiques des diverses organisations dont se dotent les membres de ces classes.

« main-d'œuvre libre » par la double destruction : 1) des emplois industriels et publics jusqu'alors considérés comme le symbole du « vrai » travail (protégé par des conventions collectives) ; 2) des possibilités de survie dans le monde rural, où la paysannerie (souvent autochtone ou formée de « minorités » ethniques) est désormais empêchée par tous les moyens de se reproduire. On lui dérobe en le privatisant son principal support de reproduction matérielle et culturelle : la terre ; on lui confisque ses savoirs ancestraux, condensés notamment dans les semences (Shiva 1996). Les prix agricoles chutent tandis que les « aides » sont coupées pour faire place à la « libre concurrence ». La violence armée (conflits « tribaux », politiques « contre-insurrectionnelles » ou « nettoyages ethniques ») permet également de créer de la « main-d'œuvre libre » et de récupérer des territoires riches en matières premières ou en infrastructures, comme par exemple en République démocratique du Congo (avec des visées sur les mines de diamants notamment), dans le Chiapas au Mexique (afin de libérer les zones pétrolières et les « réserves de biodiversité ») ou encore en ex-Yougoslavie (dont la main-d'œuvre industrielle particulièrement qualifiée avait conquis des droits importants qu'il convenait d'annuler pour exploiter à plein un appareil productif très attractif — aciéries notamment — aux portes de l'Europe). Balayant tout espoir d'une existence alternative, on observe enfin ce qui semble être la phase finale « d'enclosure des communaux », aussi bien sur le plan symbolique (« brevetage » du vivant) que matériel (privatisation de la terre, de l'eau et de l'air) (Shiva 1996). Sous couvert de « développement », éventuellement « durable », l'Organisation des Nations unies (ONU), le FMI et la Banque mondiale appuient activement les grandes opérations d'accaparement des terres restantes — pour faire des réserves « naturelles » souvent contrôlées en sous-main par les pays du Nord, des grands barrages, des complexes touristiques ou encore des zones militaires, pénitentiaires ou urbaines (Femmes et changements 2002 ; Falquet 2003).

Parallèlement, on assiste à une transnationalisation et à une informalisation croissante du marché du travail. En effet, la main-d'œuvre se voit de plus en plus poussée à la migration intérieure ou internationale, en même temps que les lois migra-

toires se durcissent, poussant massivement cette main-d'œuvre dans l'illégalité (pour l'Europe, voir *Migrations société* 2003 ; pour les femmes en particulier, voir Hersent, Zaidman 2003). Pour subsister, elle s'insère tant bien que mal dans le secteur informel, qui change de visage à vive allure. Aujourd'hui, il se compose d'une foule de « micro-tentatives » de survie individuelle au jour le jour, articulées à un secteur beaucoup plus organisé, structuré autour de réseaux qui tendent à s'internationaliser et à prendre un caractère illégal, voire mafieux. En effet, les lois migratoires et l'opacité des marchés spéculatifs internationaux sont telles que la plupart des réseaux internationaux, s'ils ont trait à la migration, sont en quelque sorte contraints à une part d'illégalité, et s'ils font des bénéficiaires, ils ne sauraient négliger l'attrait des paradis fiscaux et des marchés illégaux (Maillard 1998).

Analyses féministes

La mondialisation n'est pas un phénomène uniforme ni univoque, comme le signale une publication pionnière sur « Les paradoxes de la mondialisation » (Hirata, Le Doaré 1998). Elle possède des effets contradictoires et même parfois positifs sur la situation des femmes et sur l'évolution des rapports sociaux de sexe. Elle conduit notamment beaucoup de femmes à l'exercice d'emplois rémunérés, ce que l'analyse féministe considère généralement comme un pas important vers l'autonomie financière et l'émancipation. Cependant, la plupart des analystes féministes soulignent aussi, et surtout, un ensemble de conséquences négatives, voire catastrophiques pour les femmes, de l'actuelle mondialisation. Cinq grandes lignes d'analyse s'entrecroisent.

Une partie des chercheuses et du mouvement féministe voient tout simplement dans le néolibéralisme un nouvel avatar du système patriarcal. Ainsi, en Amérique latine et aux Caraïbes, certaines le considèrent comme le « stade suprême du patriarcat »⁶ ou évoquent le « patriarcat dans sa phase néolibérale »⁷. La

⁶ Voir le site Internet de Creatividad feminista, du groupe CICAM à Mexico : www.creatividadfeminista.org

⁷ C'est ainsi qu'à l'occasion de la Première rencontre contre le néolibéralisme et pour l'humanité, convoquée par le mouvement zapatiste, au Chiapas, en

féministe chilienne Margarita Pisano (2001) parle d'un véritable « triomphe de la masculinité ». Pour la Grande-Bretagne des années quatre-vingt, Sylvia Walby (1990) avait montré comment le *Welfare State* avait permis de passer d'un patriarcat « privé » à un patriarcat « public ». Dans la même logique, un tout récent numéro de la revue *Nouvelles questions féministes* (2004) se demande si les pays de l'Est postcommunistes constituent des « néo-patriarcats » ou au contraire des « patriarcats archétypaux ».

Sur le marché du travail et en termes économiques, un ensemble de chercheuses montrent que ce sont les femmes qui « amortissent » la crise provoquée par les plans d'ajustement structurel, d'autant plus qu'elles sont de plus en plus souvent cheffes de famille (Bisilliat 1996, 2003 ; Wichterich 1999 ; Verschuur, Reysoo 2002). D'autres analysent la manière dont le travail des femmes est attaqué, précarisé et flexibilisé, comme un « test » qui préfigure la restructuration de l'ensemble du travail sur un modèle « féminin » (Marchand, Sission Runyan 2000).

L'étude « genrée » des migrations dessine un troisième angle d'approche, particulièrement développé — l'Organisation internationale du travail (OIT 2003) elle-même ayant constaté que 49 % des migrants internationaux étaient des femmes en 2000. Les analyses féministes sont en pointe (Kofman, Phizucklea, Raghuran, Sales 2001 ; Rigoni, Séhili 2005 ; *Recherches féministes* 2002) avec un intérêt considérable pour l'internationalisation du travail du *care* (Hondagneu-Sotelo 2001) et tout particulièrement du travail domestique (Mozère 2002 ; Hersent, Zaidman 2003). D'autres se penchent sur le trafic des femmes et des fillettes (Corrin 2003), la prostitution (Alonzo, Angeloff, Gardey 2003 ; Azzoug, Rollinde, Veauvy 2004 ; Cabria 2004 ; *CLIO* 2003), les mariages arrangés, nous y reviendrons. D'autres enfin tentent de montrer les femmes comme actrices et stratèges de leur propre migration, bien qu'elles soient très souvent surdéterminées par des logiques et des responsabilités familiales (Oso 2000). L'ouvrage de synthèse récemment publié

1996, s'est formé un « Réseau de femmes, féministes et lesbiennes contre le patriarcat dans sa phase néolibérale ».

par la commission femmes d'ATTAC (2003) résume bien les analyses en termes de travail et de migrations.

Les relations internationales, la guerre et la militarisation offrent un autre point de vue. Cynthia Enloe montre de manière éclatante comment la fin de la « guerre froide » a débouché sur une militarisation croissante qui affecte très profondément les définitions du genre et la vie des femmes, aussi bien les soldates nord-américaines que les épouses de militaires de n'importe quel pays ou les femmes qui vivent autour des bases militaires qui parsèment les pays du Sud (Enloe 1989, 2000). D'autres étudient les résistances des femmes à la guerre, comme Cynthia Cockburn à propos du réseau international des Femmes en noir (Cockburn, à paraître), et les clivages religieux et « ethniques » que la mondialisation néolibérale exacerbe. En Amérique latine, des féministes dénoncent les liens entre guerre et mondialisation néolibérale, comme au Chiapas (Mexique) :

Ces guerres cachent, derrière un discours de démocratie, l'appui militaire au néolibéralisme [...]. Elles sont l'expression maximale de la violence impérialiste et patriarcale (Olivera 2005).

Enfin, on peut analyser le rôle des institutions internationales, en particulier du FMI et de la Banque mondiale, mais aussi de l'ONU et de ses institutions satellites, dans la mise en place des politiques néolibérales. C'est l'approche du courant « autonome » du féminisme latino-américain et des Caraïbes qui critique la transformation des mouvements sociaux (dont le mouvement féministe) en organisations non gouvernementales (ONG) et leur dépolitisation par le biais des financements internationaux (Cañas 2003 ; Pisano 2001 ; Bederegal *et al.* 1993 ; Mujeres Creando 1998, 1999). J'ai moi-même repris ces analyses en y ajoutant les effets désastreux du « développement » prôné par ces institutions internationales, même et surtout quand elles prétendent « aider » les femmes (Falquet 2003, 2004). Ces analyses rejoignent les critiques classiques du « développement » et de la dette comme nouveaux avatars du néocolonialisme ou de l'impérialisme.

La « paire fatale » du néolibéralisme : hommes en armes / femmes de service

Le nouveau marché du travail informalisé et transnationalisé constitue un observatoire de choix de l'évolution de la division sexuelle et internationale du travail. On l'a dit, il ne s'agit plus à proprement parler de « travail » mais d'expédients sporadiques « qui durent » et constituent de fait le « travail réellement existant ». Pour les femmes, il s'agit principalement de « travail » lié aux services, avec deux grandes branches : le service domestique chez les particuliers, dans les collectivités ou pour les entreprises, et les activités liées au sexe⁸ : prostitution, pornographie, hôtesse... Pour les hommes, le « travail » consiste à se placer derrière une arme : dans une armée, un gang, une mafia, une prison, un supermarché, une « maison close », une zone résidentielle, une guérilla, une « organisation terroriste » ou une petite bande locale. Or, cette catégorie de « travailleurs » masculins crée non seulement une « demande » mais aussi une « offre » sur le « marché du travail » très largement féminisé du sexe.

⁸ Nous ne souhaitons pas ici entrer dans la polémique sur « la prostitution, travail ou violence ? » Dans l'immense majorité des cas, la prostitution constitue pour les femmes et les enfants une violence patriarcale imposée, au mieux « acceptée » en dernier recours par manque d'alternatives réelles, comme le souligne très bien Paola Tabet (2004). Cependant, aucune femme ne peut être réduite à un statut de pure victime aliénée. Certaines peuvent « choisir » dans la logique patriarcale la prostitution comme une manière de gagner leur vie, comme d'autres épousent un homme, pour reprendre l'idée du continuum développé par Paola Tabet (*id.*). En tout état de cause, l'activité dans le domaine du sexe constitue le moyen de subsistance de beaucoup de femmes dans le monde : en ce sens, nous parlerons de « travail du sexe » et nous l'analyserons comme une activité économique. Nous parlerons plus précisément ici du travail réalisé par des personnes de sexe féminin au profit de clients masculins. Nous laisserons volontairement de côté la question des personnes transsexuelles et des hommes qui « travaillent » dans ce domaine (ces personnes pourraient-elles appartenir à la classe des femmes ?) ainsi que la question des femmes « clientes » (prostitution ou pornographie hétérosexuelle ou lesbienne) car ces dernières sont numériquement extrêmement marginales par rapport aux clients masculins.

L'explosion des hommes en armes

Pour les hommes, les occasions d'accéder à des armes et d'en retirer des bénéfices économiques directs sont chaque fois plus nombreuses. D'abord, parce que la production et la circulation des armes dans le monde vont croissant (Michel, Floh 1998). Ensuite, on l'a vu, parce que beaucoup d'autres alternatives ont disparu ou paraissent en comparaison trop misérables. Enfin, parce que le secteur est « porteur ».

Dans les pays du Sud et de l'Est, des dizaines de guerres et de conflits dits « de basse intensité » s'éternisent à grands renforts d'aide humanitaire (Pérouse de Montclos 2001). Toutes sortes de bandes armées essentiellement masculines y prolifèrent : troupes gouvernementales, groupes opposants, détachements étrangers supposés calmer le jeu, mercenaires, paramilitaires, démobilisés encore armés... La situation est particulièrement grave là où l'ONU a réalisé ses principales interventions de « maintien de la paix » : au Soudan et au Kosovo (*id.*), mais on pourrait multiplier les exemples. L'ancienne URSS offre une image extrêmement crue, une espèce de condensé des conséquences de la mise en place du nouvel ordre néolibéral : depuis l'intervention en Afghanistan jusqu'à l'actuelle guerre en Tchétchénie, les hommes en armes de toutes sortes y pullulent dans la plus grande confusion sur fond de crise économique grave et de déliquescence sociale sans précédent.

Au Nord, les jeunes des secteurs populaires n'ont guère plus de choix. Les États-Unis ont perdu près de 900 000 emplois, principalement industriels, depuis l'entrée en vigueur du Traité de libre échange avec le Mexique et le Canada en 1994 (Klein 2004). Aujourd'hui, plus de deux millions de personnes se trouvent derrière les barreaux (éventuellement après avoir « tenté leur chance » dans le secteur informel avec un couteau ou une arme à feu pour tout viatique), tandis qu'en deux ans, 200 000 gardien(ne)s de prison supplémentaires ont été recruté(e)s⁹ ! Simultanément, les coûts d'inscription aux universités publiques ont augmenté de plus de 50 % depuis 1990 : beaucoup se sont tourné(e)s vers l'armée pour financer leurs études, notamment

⁹ On trouvait 270 317 gardien(ne)s de prison aux États-Unis en 2000, il y en a 476 000 en 2002... (Klein 2004).

parmi la population noire et *latina*. Intégrer l'armée est également une solution pour tenter d'obtenir des papiers : on trouve dans l'armée américaine environ 120 000 soldat(e)s d'origine *latina* (Cevallos 2004)¹⁰.

Les employeurs sont multiples : secteurs public et privé recrutent de manière concomitante. En effet, les États se recentrent sur leurs fonctions répressives (Petras 2001), développant de nouveaux corps policiers et sécuritaires publics, tout en favorisant la création de groupes privés à qui ils sous-traitent une grande partie des marchés. Les sociétés de mercenaires et les groupes de sécurité privés se multiplient et s'internationalisent, embauchant tout particulièrement des migrant(e)s ou leurs descendant(e)s et envoyant leur personnel vers les endroits où il existe une demande solvable. L'actuelle occupation nord-américaine en Irak l'illustre : on estimait que près de 45 000 membres de sociétés de sécurité privées se trouvaient en Irak en juin 2004 et que ce chiffre devait atteindre 125 000 d'ici la fin de l'année (Rayment 2004). Même en temps de paix et dans des pays « stables », gardiens, vigiles, veilleurs de nuit et de jour, gros bras et videurs plus ou moins informels se multiplient à mesure qu'augmente le chômage et que se creusent les écarts entre riches et pauvres. Dans la frange la moins formelle du marché (drogue, armes, prostitution, blanchiment d'argent, protection politique), voyous, trafiquants et mafieux engagent les jeunes prolétaires. Enfin, il faut comptabiliser les organisations « terroristes » qui fleurissent dans le sillage de la manipulation des intégrismes religieux (principalement chrétien, musulman et hindou) et de la géopolitique des grandes puissances.

¹⁰ On notera par ailleurs que si, aux États-Unis et dans les pays réputés les plus « égalitaires » sur le plan des rapports sociaux de sexe, ce « salut par les armes » concerne un certain nombre de femmes, il demeure surtout très majoritairement une alternative pour des hommes. Dans la plupart des autres pays, les femmes sont globalement écartées de cette possibilité, bien qu'on observe toujours des exceptions. Cela pose la question du sexe social, ou appartenance de classe de sexe des femmes soldates, bandites ou guérillères, de même que se pose la question pour les hommes prostitués ou travailleurs domestiques. On notera toutefois que les femmes soldates ne sont jamais des hommes comme les autres, dans la mesure où elles sont beaucoup plus exposées que leur homologues masculins à la violence sexuelle : Task Force US Army (2004).

Ces organisations, même si elles n'offrent pas véritablement un « travail » à leurs membres, deviennent souvent leur principale source de revenus. Surtout, bien que numériquement peu significatives, elles possèdent un poids politique et économique croissant.

En effet, on peut faire l'hypothèse que depuis le 11 septembre 2001, les hommes en armes doivent être considérés non seulement comme une catégorie de travailleurs masculins en expansion, mais aussi comme un groupe d'intérêt particulièrement actif sur la scène internationale de la mondialisation. Plus précisément, deux grands types d'hommes en armes jouent un rôle décisif : d'un côté, ceux qui sont rassemblés au service des gouvernements des pays du Nord, de l'autre, dans un agglomérat beaucoup plus flou mais financièrement lié au premier (grâce aux paradoxes de la géopolitique et des affaires), ceux qui appartiennent à des groupes « terroristes » supposés opposés aux gouvernements « occidentaux » ou « pro-occidentaux ». Ces hommes semblent se combattre — et de chaque côté ils prétendent le faire, notamment au nom d'une « liberté » des femmes grossièrement caricaturée et instrumentalisée¹¹. Cependant, comme le montre notamment un travail récent sur les intégrismes des trois religions du Livre (Fourest, Venner 2003), ces hommes en armes se battent en fait pour un monde très ressemblant ; religieux et ultraconservateur sur le plan des mœurs (le fanatisme protestant de Bush ou le rigorisme islamiste), et surtout, ultralibéral sur le plan économique (les deux font de très profitables négoce avec le pétrole et les drogues illégales). La menace de guerre et la guerre effective qu'ils entretiennent justifient toutes les mises au pas et mesures de contrôle de la population laborieuse, contribuant à maximiser son exploitation, tout en détournant son attention des transformations économiques que la mondialisation néolibérale impose.

Demande et offre de femmes de service

Le marché du sexe est devenu, depuis la seconde guerre mondiale, une puissante industrie de masse, dont les deux

¹¹ Sur le « féminisme impérial » comme justification de l'impérialisme nord-américain et occidental, on verra notamment Einsenstein (2004).

grandes branches sont la prostitution et la pornographie. Entre les deux, les mariages transnationaux arrangés (*mail order brides*), en pleine expansion semble-t-il, bien que parfois difficiles à différencier des mariages classiques, font le lien avec le marché du travail domestique¹². On sait que les données fiables sont particulièrement difficiles et sujettes à caution en matière de travail du sexe. Cependant, pour donner une idée quantitative du phénomène, on estime que 2 millions de femmes se prostituent en Thaïlande (Barry 1995), entre 400 et 500 000 aux Philippines, 650 000 en Indonésie, 10 millions en Inde, 1 million aux États-Unis, entre 50 et 70 000 en Italie, 30 000 aux Pays-Bas et entre 60 et 200 000 en Allemagne (CATW 1999). Pour sa part, la pornographie, qui a pris son essor au début des années cinquante avec le lancement de la revue *Playboy*, est actuellement la troisième industrie au Danemark. Sa vertigineuse expansion dans les dix dernières années s'appuie sur le développement des nouvelles technologies de communication, en particulier la vidéo, Internet et la téléphonie (Eriksson 2004).

Dans le contexte des rapports sociaux de sexe existants et du système politique de l'hétérosexualité (Guillaumin 1992 ; Wittig 2001), l'existence même des hommes en armes crée une demande de travail dans le domaine du sexe, pour laquelle il est très majoritairement fait appel à des femmes. Historiquement, c'est à partir de la seconde guerre mondiale que les états-majors des armées commencent à organiser eux-mêmes les choses « en grand » (Enloe 1989) : les armées allemande et japonaise enferment entre 100 000 et 200 000 Coréennes dans des « bordels de réconfort », tandis que l'armée nord-américaine mobilise environ

¹² Sur le développement du travail domestique, nous renvoyons aux nombreux travaux qui existent, dont certains ont été mentionnés plus haut. Rappelons simplement qu'il existe de nombreuses passerelles entre travail domestique et travail sexuel. Par exemple, il peut s'agir des mêmes migrantes rurales ou internationales à des étapes différentes de leur vie. De plus, la grande disparité de revenus et de statuts, la disponibilité totale qui est souvent exigée dans la domesticité et l'enfermement entre quatre murs encouragent le harcèlement sexuel chez de nombreux employeurs. Enfin, la violence sexuelle peut pousser certaines travailleuses domestiques vers la prostitution. Structurellement, les politiques migratoires et de « développement » néolibérales ont globalement les mêmes effets pour les femmes qui se trouvent sur l'un et l'autre marché du travail.

70 000 prostituées japonaises, britanniques et soviétiques principalement (Rhodine 2003). Ensuite, l'installation au Vietnam, en Thaïlande et aux Philippines des soldats de l'armée nord-américaine fait décoller progressivement l'industrie de la prostitution dans la région — on estime que près de 18 000 prostituées coréennes seraient aujourd'hui au service des 43 000 militaires américains stationnés en Corée du Sud (*id.*). De nombreuses armées incluent officiellement un poste correspondant dans leur budget : une analyste mexicaine précise que, pendant que les budgets sociaux sont réduits, « *ce qui augmente la charge de travail des femmes [...], les dépenses militaires au Chiapas sont augmentées. Elles incluent une rubrique spéciale appelée "galettes des soldats", avec laquelle est financé le réseau international de prostitution qui sert à satisfaire les "nécessités" sexuelles des soldats* » (Olivera 2005).

Non seulement les hommes en armes créent une demande sur le marché du travail du sexe, mais ils *créent également une partie de la main-d'œuvre*. Le moyen le plus extrême consiste à violer massivement, voire systématiquement, les femmes durant les conflits. Cela permet de les « préparer » à d'autres mauvais traitements, mais surtout de les isoler et de les marginaliser socialement, car dans de nombreux pays, elles seront rejetées par leurs proches et bannies. Plus généralement, le fait de « créer » de nombreuses veuves ou femmes isolées (souvent sans ressources et faiblement qualifiées, mais avec de nombreuses bouches à nourrir sur fond d'économie dévastée), pousse un certain nombre d'entre elles dans la prostitution. Enfin, de manière plus individuelle, il suffit que les jeunes soldats en permission séduisent de jeunes travailleuses domestiques le week-end dans les jardins publics, qu'elles tombent enceintes et que le jeune homme disparaisse. La jeune fille risque alors de perdre son honneur et son travail du même coup. Pour peu qu'elle soit indienne, « afro », autochtone ou migrante, loin de sa famille et sans amies solides, il n'est pas improbable qu'elle aboutisse sur le marché de la sexualité tarifée.

Toutes les femmes dans l'industrie du sexe ne travaillent pas pour des hommes en armes : beaucoup d'hommes sont seulement armés de leurs privilèges de sexe, d'âge, de richesse relative et de « race ». Mais la mondialisation néolibérale creuse

les écarts de richesse entre femmes et hommes d'une part, et entre pays du Nord et du Sud d'autre part. Surtout, elle met de plus en plus souvent en contact direct ces femmes et ces hommes aux situations si inégales. En temps de guerre, par le biais de l'intervention militaire et « humanitaire » et des mécanismes d'asile. En temps de paix, par le double mouvement de la migration et du tourisme. En effet, dans le programme néolibéral, les déplacements des personnes sont étroitement réglés : dans un sens, tourisme illimité, dans l'autre, durcissement sans précédent des conditions d'émigration en même temps que puissantes pressions à l'expatriation, pour survivre économiquement ou pour tenter d'échapper à des dictatures ou à l'oppression patriarcale ¹³.

Le Kosovo illustre le temps de guerre néolibéral, où se mêlent les demandes, tant militaire qu'« humanitaire », de prostitution :

Pas moins de 2 000 femmes y ont été réduites en esclavage sexuel [...]. La police de l'ONU au Kosovo a dressé une liste des lieux d'activité. De 18 en 1999, ils sont passés à 200 cette année. Un trafic tout aussi important avait commencé en Serbie, la province voisine, avec l'arrivée en 1995 des forces de maintien de la paix. [...] Seule la présence de nombreux étrangers ayant de bons revenus peut expliquer cette explosion du commerce sexuel dans ce pays. [...] Il y a lieu de croire que le trafic s'est développé avec l'accord sinon avec la participation de l'OTAN (Amnesty International 2004).

Les Balkans constituent aussi l'épicentre de la passionnante analyse de Chris Corrin sur le trafic de femmes dans l'Europe du Sud-Est (2003). Plus généralement et par ailleurs, dans nombre de pays du Sud, la présence d'expatrié(e)s travaillant pour les institutions internationales joue un grand rôle dans l'apparition d'une demande de main-d'œuvre féminine, non seulement pour le sexe mais aussi pour le travail domestique. C'est par exemple le cas au Yémen, où l'antenne locale du Haut commissariat aux réfugié(e)s et déplacé(e)s (ACNUR), aide

¹³ Ce qui ne signifie absolument pas que les pays où émigrent ces personnes soient particulièrement démocratiques ou que les rapports sociaux de sexe y soient particulièrement égalitaires.

charitablement « ses ouailles » à s'employer chez « ses expatrié(e)s » (Destremau 2002).

Pour ce qui est du temps de paix néolibéral, les conditions d'accès aux pays « plus riches » sont de plus en plus dures. De très nombreuses migrantes, poussées dans l'illégalité et la clandestinité, sont obligées de travailler dans le secteur informel, ce qui signifie très souvent travail domestique ou sexuel. Un récent rapport au Parlement européen affirme que l'immense majorité des personnes introduites clandestinement dans l'Union européenne le sont à des fins d'exploitation sexuelle (Eriksson 2004). Dans le Sud aussi, migration illégalisée rime souvent avec prostitution : ainsi, le long des frontières sud et nord du Mexique, où tentent de passer les Centraméricaines, les « maisons closes » poussent comme des champignons. Par ailleurs, l'illégalité augmente les coûts de la migration : pour pouvoir payer le voyage et les papiers, il n'est pas rare que les femmes soient contraintes au travail sexuel avant ou pendant la migration. Certes, toutes les migrantes ne passent pas par des réseaux mafieux, même celles qui travaillent ensuite dans la prostitution (Oso 2003). Cependant, la politique même des États de destination renforce la « nécessité », pour passer les frontières, de ces réseaux mafieux dans lesquels les fonctionnaires corrompus abondent jusqu'aux plus hauts niveaux gouvernementaux, réseaux qui deviennent souvent d'importants « employeurs », notamment dans le domaine du sexe, éventuellement par la force. La situation en Allemagne illustre bien les choses : en 1995, le Parlement européen estimait que 80 % des femmes présentes sur le marché du sexe dans ce pays étaient issues des pays de l'Est et qu'au moins 10 000 d'entre elles étaient victimes de « prostitution forcée » (Geadah 2003). Aux Pays-Bas également, la prostitution, en forte hausse, s'alimente de migrantes : on passe de 2 500 prostituées en 1981 à 20 000 en 1989 (Coquart, Huet 2000) puis à 30 000 en 1997 (CATW 1999). Or, si en 1960, 95 % des prostituées des Pays-Bas étaient néerlandaises, en 1999, 80 % sont étrangères (Chaleil 2002).

L'autre grande modalité de la prostitution « en temps de paix » se rapporte au tourisme sexuel. Certes, il n'est pas limité aux pays dépendants : il se dirige aussi massivement vers certains quartiers de Berlin, Hambourg, Rotterdam et Amsterdam — la

majorité des prostituées y étant « exotiques ». Cependant, il concerne fondamentalement les pays du Sud, notamment le bassin caraïbéen et le Sud-Est asiatique — on estime à plus de cinq millions par an les touristes sexuels en Thaïlande (Bales 2000). La clientèle est très largement masculine, en provenance des pays du Nord, mais aussi d'autres pays du Sud légèrement plus riches ou tout simplement des classes ou des ethnies dominantes au sein du pays lui-même : en Thaïlande, la clientèle locale est aujourd'hui estimée à 45 000 hommes par jour (*id.*).

Le tourisme sexuel est devenu une source de rentrées considérables pour certains pays. Ainsi, un rapport pour l'OIT soulignait son importance pour le Produit national brut (PNB) de quatre pays d'Asie du Sud-Est : Malaisie, Indonésie, Thaïlande et Philippines (Lim 1998). Plus précisément, l'OIT suggérait aux gouvernements de ces pays de taxer les énormes bénéfices de cette « industrie ». Cet opportunisme économique est encore encouragé par les effets dévastateurs de politiques d'ajustement structurel. Mais il ne s'agit pas seulement de *remédier* tant bien que mal aux effets catastrophiques des politiques néolibérales : le tourisme est présenté le plus sérieusement du monde comme une *réelle alternative de développement* (Falquet 2003). Le FMI et la Banque mondiale proposent des prêts importants aux pays les plus étranglés par la dette pour développer leurs infrastructures dans les domaines du tourisme et du « divertissement ». Or, c'est favoriser presque inévitablement une de ses composantes les plus « dynamiques », le tourisme sexuel.

Ainsi, consacrer une fraction de ses ressortissantes à la prostitution constitue pour certains États une stratégie de développement à part entière, que ce soit par l'exportation de femmes à des fins prostitutionnelles (ou éventuellement pour le travail domestique), ou par l'accueil le plus complaisant possible du tourisme sexuel, voire souvent une combinaison des deux. Même si le bassin des Caraïbes n'est pas en reste, le cas le plus emblématique est sans doute celui des Philippines, dont environ 10 % de la population est à l'étranger, ce qui en fait le premier pays exportateur de main-d'œuvre au monde. En effet, depuis les années soixante :

Les gouvernements successifs du pays ont adopté une position cherchant à favoriser et à amplifier le mouvement de migration

de nationaux à l'étranger, notamment à travers le Labor Export Policy (LEP), qui s'inscrit dans les programmes d'ajustement structurel (PAS) du FMI qui en fait une condition pour que le pays puisse bénéficier d'emprunts. La LEP et les PAS s'intègrent dans les politiques néolibérales de mondialisation (Mozère 2002).

Les Philippines se consacrent massivement au service domestique et au travail du sexe, dans les pays du Golfe et du Nord. Quant à la population philippine qui reste au pays, elle est priée d'accueillir comme il se doit les touristes de toutes sortes, ainsi que les militaires et les ex-militaires nostalgiques des belles années passées dans la région et qui reviennent volontiers y monter une « petite affaire » (Enloe 2000).

* *

*

Au terme de cette réflexion, que penser ? La mondialisation néolibérale transforme profondément le marché du travail : les multinationales finissent d'enclorre les « communaux », les institutions internationales prônent et financent des politiques de « développement » et de « maintien de la paix » aux effets redoutables, tandis que les gouvernements des pays dominants attisent les braises d'un état de guerre et de peur permanente, ce qui permet à la fois de détourner l'attention du renforcement de l'exploitation, de faire monter les nationalismes et les racismes, de fomenter des valeurs guerrières-patriarcales et d'exiger de la population laborieuse « l'union sacrée » contre « l'ennemi ». Le marché du travail informel se développe et se transnationalise, en prenant un caractère de plus en plus mafieux.

Sur ce marché du travail, nous avons vu se détacher deux figures, étroitement liées entre elles, la deuxième étant en grande partie créée par la première : l'homme en armes et la femme de service (« travailleuse domestique » ou « travailleuse sexuelle »). Pour de vastes pans des secteurs non privilégiés de la population, il s'agit du seul horizon dans le domaine de « l'emploi ». Mais tout « précaires » qu'ils soient, ces emplois ne risquent guère de disparaître, car si, pour qui les occupe, ils sont en général peu reluisants et mal rémunérés, ils génèrent des richesses considérables pour qui sait en extraire la plus-value.

Bien évidemment, nous présentons ici une tendance générale que nous croyons discerner au vu d'un certain nombre de travaux : il faudrait pouvoir réaliser des enquêtes quantitatives et qualitatives plus poussées pour en savoir plus. Il s'agit plutôt ici d'un « coup de projecteur » sur un aspect peu analysé de la mondialisation, destiné à provoquer la réflexion. Les situations des femmes et des hommes sont infiniment variées, contrastées et contradictoires, et pour certain(e)s, même, la mondialisation est porteuse d'améliorations professionnelles et de satisfactions de toutes sortes. Il n'en demeure pas moins que, contrairement aux discours optimistes qui tentent de nous faire croire à une amélioration globale et continue du sort des femmes, nous pensons avoir montré qu'on assiste réellement, autour de ces deux figures à la fois réelles et symboliques de l'homme en armes et de la femme de service, à un durcissement des rapports sociaux de sexe et à une nette aggravation de la situation, matérielle notamment, de la majorité des femmes dans le monde, surtout lorsque l'on croise avec le genre, les dimensions de la classe et du racisme et que l'on met au centre de l'analyse des femmes qui ne sont ni blanches, ni aisées.

Références

- Alonzo Philippe, Angeloff Tania, Gardey Delphine (eds) (2003). « Prostitution : marchés, organisation, mobilisations ». *Travail, genre et sociétés*, n° 10.
- Azzoug Mireille, Rollinde Marguerite, Veauvy Christiane (2004). *Les femmes entre violence et stratégies de liberté. Maghreb et Europe du Sud*. Saint-Denis, Bouchene.
- Amnesty International (2004). *Rapport sur la situation au Kosovo*.
- ATTAC (2003). *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*. Paris, Fayard « Mille et une nuits ».
- Bales Kevin (2000). *La nueva esclavitud en la economía global*. Madrid, Siglo XXI [éd. originale (1999). *Disposable People. New Slavery in the Global Economy*. Berkeley, University of California Press].
- Barry Kathleen (1995). *The Prostitution of Sexuality*. New York & London, New York University Press.

- Bedregal Ximena, Pisano Margarita, Gargallo Francesca, Fisher Amalia, Gabiola Edda (1993). *Feminismos cómplices, gestos para una cultura tendenciosamente diferente*. México-Santiago de Chile, La Correa feminista.
- Bisilliat Jeanne (ed) (1996). *Femmes du Sud, chefs de famille*. Paris, Karthala « Hommes et sociétés ».
- (ed) (2003). *Regards de femmes sur la globalisation. Approches critiques*. Paris, Karthala.
- Cabiria (2004). *Rapport de synthèse*. Lyon, Le dragon lune.
- Cañas Mercedes (2003). « Le mouvement féministe et les institutions internationales ». In Bisilliat Jeanne (ed).
- CATW (1999). *The Factbook on Global Sexual Exploitation*. Kingston, University of Rhode Island, The Coalition Against Trafficking in Women. En ligne : www.catwinternational.org/factbook/index.php
- Cevallos Diego (2004). « Iraq : ocupación pasa factura a latino-americanos ». Semanario *Tierra Viva*, México (IPS), 22 abril.
- Chaleil Max (2002). *Prostitution. Le désir mythifié*. Paris, Le Parangon.
- CLIO. *Histoire, femmes et sociétés* (2003). « ProstituéEs », n° 17 (Christelle Taraud et Christine Bard, eds).
- Coquart Élisabeth, Huet Philippe (2000). *Le livre noir de la prostitution*. Paris, Albin Michel.
- Corrin Chris (2003). « Le trafic des femmes dans l'Europe du Sud-Est. Particularités locales, généralités internationales ». *Travail, genre et sociétés*, n° 10 « Prostitution : marchés, organisation, mobilisations ».
- Destremau Blandine (2002). « L'émergence d'un marché du travail domestique au Yémen : une étude sur Sana'a ». *Revue Tiers Monde*, n° 170 « Femmes en domesticité. Les domestiques du Sud, au Nord et au Sud », avril-juin.
- Eisenstein Zillah (2004). *Against Empire. Feminisms, Racism, and the West*. London & New York, Zed Books.
- Enloe Cynthia (1989). *Bananas, Beaches and Bases: Making Feminist Sense of International Politics*. Berkeley, University of California Press.
- (2000). *Maneuvers: The International Politics of Militarizing Women's Lives*. Berkeley, University of California Press.
- Eriksson Marianne (2004). *Rapport sur les conséquences de l'industrie du sexe dans l'Union européenne*. Rapport pour le Parlement européen.

- Falquet Jules (2003). « Femmes, féminisme et “développement” : une analyse critique des politiques des institutions internationales ». In Bisilliat Jeanne (ed).
- (2004). « “Genre et développement” : une analyse critique des politiques des institutions internationales depuis la Conférence de Pékin ». In Reysoo Fenneke, Verschuur Christine (eds). *On m’appelle à régner. Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre*. Genève, IUED-DDC-UNESCO « Collection Yvonne Preiswerk ».
- Femmes et changements (2002). *Écologie : quand les femmes comptent*. Paris, L’Harmattan.
- Fourest Caroline, Venner Fiammetta (2003). *Tirs croisés : la laïcité à l’épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*. Paris, Calman-Lévy.
- Geadah Yolande (2003). *La prostitution, un métier comme un autre ?* Montréal, VLB.
- Guillaumin Colette (1992). Sexe, race et pratique du pouvoir. L’idée de nature. Paris, Côté-femmes « Recherches ».
- Hersent Madeleine, Zaidman Claude (eds). *Genre, travail et migrations en Europe*. Paris, Publications universitaires Denis Diderot « Cahiers du CEDREF », Série « Colloques et travaux ».
- Hirata Helena, Le Doaré Hélène (eds) (1998). « Les paradoxes de la mondialisation ». *Cahiers du Gedisst*, n° 21.
- Hondagneu-Sotelo Pierrette (2001). *Doméstica: Immigrant Workers Cleaning and Caring in the Shadows of Affluence*. Berkeley, University of California Press. Consultable sur le site Internet : www.defenselink.mil/news/May2004/n05142004_200405144.html
- Kergoat Danièle (1978). « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale ». *Critiques de l’économie politique*, nouvelle série, n° 5.
- Klein Naomi (2004). « Jobs down, Thumbs up. The US Soldiers Arrested in Sexual Assault Scandal in Irak are a Collateral Damage of a Northern-American Economy which is Loosing it’s Good Jobs ». *The Globe and Mail*, May 13.
- Kofman Eleonore, Phizucklea Annie, Raghuran Parvati, Sales Rosemary (2001). *Gender and International Migration in Europe: Employment, Welfare, and Politics*. London & New York, Routledge.
- Lim Lin Lean (1998). *The Sex Sector. The Economic and Social Bases of Prostitution in Southeast Asia*. Genève, International Labour Office.
- Maillard (de) Jean (1998). *Un monde sans loi. La criminalité financière en images*. Paris, Stock.

- Marchand Marianne, Sisson Runyan Anne (eds) (2000). *Gender and Global Restructuring. Sightings, Sites and Resistances*. London & New York, Routledge.
- Michel Andrée, Floh (illustrations) (1998). *Citoyennes militairement incorrectes*. Paris & Montréal, L'Harmattan « Femmes et changements ».
- Migrations Société* (2003). « Europe et migrations », vol. 15, n° 87-88, mai-août.
- Mohanty Chandra Talpade (2003). *Feminism without Borders. Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*. Delhi, Zubaan.
- Mozère Liane (2002). « Des domestiques philippines à Paris : un marché mondial de la domesticité ? » *Revue Tiers Monde*, n° 170 « Femmes en domesticité. Les domestiques du Sud, au Nord et au Sud », avril-juin.
- Mujeres creando y feminismo autonomo latinoamericano (1998). « Porque la memoria no es puro cuento ». Compte rendu de la 1^{re} Rencontre féministe autonome latino-américaine et des Caraïbes, Sorata, Bolivie.
- (1999). « Yo tengo tantas hermanas que no los puedo contar ». Déclaration lors de la 8^e Rencontre féministe latino-américaine et des Caraïbes, Juan Dolio, novembre 1999 [Traduction française (1999). *Nouvelles questions féministes*, vol. 20, n° 3].
- Nouvelles questions féministes* (2004). « Postcommunisme, genre et États en transition », vol. 23, n° 2.
- OIT (2003). *Preventing Discrimination, Exploitation and Abuse of Women Migrant Workers: An Information Guide*. Genève, OIT.
- Olivera Mercedes (2005). « Le “mouvement indépendant des femmes” du Chiapas et sa lutte contre le néolibéralisme ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 2.
- Oso Laura (2000). « L'immigration en Espagne des femmes chefs de famille ». *Cahiers du CEDREF*, n° 8-9 « Femmes en migrations. Aperçus de recherche » (Jules Falquet, Anette Goldberg-Salinas, Claude Zaidman, eds).
- (2003). « Migration et trafic de femmes latino-américaines en Espagne ». In Hersent Madeleine, Zaidman Claude (eds).
- Perouse de Montclos Marc-Antoine (2001). *L'aide humanitaire, aide à la guerre ?* Bruxelles, Complexe « Enjeux du XX^e siècle ».
- Petras Jaime (2001). *Imperialismo y barbarie global. El lenguaje imperial, los intelectuales y las estupideces globales*. Bogotá, Ediciones pensamiento crítico « Nuestra América ».

- Pheterson Gail (2001). *Le prisme de la prostitution*. Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du féminisme » [éd. originale (1996). *The Prostitution Prism*. Amsterdam, Amsterdam University Press].
- Pisano Margarita (2001). *El triunfo de la masculinidad*. Santiago de Chile, Surada.
- Rayment Sean (2004). « Royaume-Uni. Quand les soldats passent au privé ». *The Daily Telegraph* (London). *Courrier international*, n° 710, 10 au 16 juin.
- Recherches féministes* (2002). « Migrations : femmes, mouvement et "refondation" du féminisme », vol. 15, n° 2.
- Rhodine Martin (2003). « Prostitution, pornographie et capital. La mondialisation de la souffrance ». Consultable sur le site de Sisyphé : sisyphe.org/article.php3?id_article=725
- Rigoni Isabelle, Séhili Djaouida (eds) (2005). « Femmes dans la migration ». *Migrations société*, vol. 17, n° 99-100, mai-août.
- Shiva Vandana (1996). *Éthique et agro-industrie. Main basse sur la vie*. Paris & Montréal, L'Harmattan « Femmes et changements ».
- Tabet Paola (2004). *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*. Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du féminisme ».
- Task Force US Army (2004). *Rapport de la Task Force pour prendre soin des victimes d'agressions sexuelles*. 13 mai. On peut trouver la publication la plus récente sur le sujet, qui inclut un lien avec le rapport de la Task force, sur le site : www.defenselink.mil/news/May2004/n05142004_200405144.html
- Verschuur Christine, Reysoo Fenneke (eds) (2002). *Genre, mondialisation et pauvreté*. Paris, L'Harmattan.
- Walby Sylvia (1990). *Theorizing Patriarchy*. Oxford, UK & Cambridge, MA, USA, Blackwell.
- Wichterich Christa (1999). *La femme mondialisée*. Arles, Solin & Actes Sud.
- Wittig Monique (2001). *La pensée straight*. Paris, Balland.